

Pierre CONTET
Les Préfets de la Cinquième République
Le recrutement social et politique d'un corps de l'État (1958-1995)

RESUME DE LA THESE

Cette thèse propose une analyse du recrutement social et politique des préfets sous la V^e République. Elle se fonde sur un travail d'entretiens et une sociographie de l'itinéraire social et professionnel des préfets.

Elle cherche donc à prendre la mesure la plus exacte possible de ce que sont les préfets, au-delà des destins individuels, pour vérifier la réalité de l'existence d'un corps des préfets, en tracer l'évolution, notamment dans sa morphologie sociopolitique, et donner à voir les lignes de force qui le traversent.

Les résultats produits permettent de qualifier pour la première fois assez précisément les préfets de la V^e République et peuvent être regroupés, à grands traits, en deux grandes catégories :

- D'abord ceux qui démontrent une différenciation accentuée des préfets en tant que corps de l'État sous la V^e République, à savoir :
 - ✓ la fin du système de cooptation pour le recrutement des sous-préfets qui conduit à une élévation du niveau scolaire et du nombre des diplômés des préfets recrutés parmi eux ;
 - ✓ l'existence, depuis 1959, d'un véritable statut des préfets, limité par rapport à d'autres corps, mais novateur dans l'histoire de celui-ci puisqu'il borne le libre choix du gouvernement en imposant que les 4/5^e des préfets soient nommés parmi les sous-préfets ;
 - ✓ Une véritable professionnalisation du corps (30% des préfets occupent 50% des postes sous la V^e République) ;
- Ensuite ceux qui font apparaître une dissociation marquée entre corps préfectoral et personnel politique, alliée à une dépendance très forte des préfets vis-à-vis du pouvoir politique. On montre ainsi :
 - ✓ La présidentialisation des nominations sous la Ve République. L'Élysée semble en effet contrôler une grande part des nominations, le Premier Ministre n'ayant un véritable poids qu'en période de cohabitation ;
 - ✓ L'existence d'un lien entre le profil sociologique des préfets et l'orientation politique des gouvernements qui les nomment, comme révélateur de la politisation des nominations ;
 - ✓ La polarisation du corps avec la succession des alternances politiques depuis 1981. Cette polarisation permet de repérer les usages politiques du corps par le pouvoir exécutif. Il semble, par exemple, que la fonction territoriale se soit « dépolitisée » autorisant ainsi les gouvernements à nommer des « adversaires » sur des postes de département.

CURRICULUM VITAE

Pierre Contet

e-mail : contetp@aol.com

Expérience professionnelle : dix ans d'enseignement et de recherche

Activités d'enseignement :

2001- 2002

Professeur de Sciences Économiques et Sociales - Lycée Jean-Baptiste Dumas - Alès (30)
Cours de science politique, d'économie et de sciences sociales aux élèves des classes de Seconde générale, Première et Terminale ES

1999- 2002

École Nationale d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT) - Montpellier (34)
Interventions régulières sur les thèmes suivants : environnement juridique des collectivités locales ; service public et action publique locale ; le système juridictionnel français

2001

Inscrit par le Conseil National des Universités sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences

1999- 2001

Institut Méditerranéen des Fruits et Légumes (IMFL) - Perpignan (66)
Cours de droit des affaires (formation de technico-commerciaux, personnes en réinsertion professionnelle)

1998- 1999

Diplôme d'Université de Science Politique - UFR Droit - Université Montpellier I (34)
Conférence de méthode en sociologie politique (cours annuel aux étudiants en 2^e année)

1997

Institut National des Études Territoriales (INET) - Strasbourg (67)
Intervention dans le cadre de la formation initiale des administrateurs territoriaux nommés au titre de la promotion interne, sur le thème : « L'État en question ».

1991- 1996

UFR Droit et AES - Université Montpellier I (34)

Allocataire de Recherche et Moniteur de l'Enseignement Supérieur (1991-1994). Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER - demi-service, 1994-1995 ; service plein, 1995-1996.)

Travaux dirigés de Droit Constitutionnel et Science Politique aux étudiants en Droit et en Administration Économique et Sociale sous la direction pédagogique des professeurs Michel Miaille et Paul Alliès dans le cadre du CIES de l'académie de Montpellier

Recherches et publications :

2001

✓ « Les préfets face aux juges : l'émergence d'une nouvelle régulation du pouvoir local », *Revue Française d'Administration Publique*, n° 96, octobre décembre 2001, pp. 577- 587

✓ « La mise en cause pénale des décideurs publics », contrat de recherche avec le ministère de l'Intérieur dans le cadre du CERTE (UMR CEPEL - Université Montpellier I)

2000

Les Préfets de la Cinquième République. Le recrutement social et politique d'un corps de l'État (1958- 1995), thèse de doctorat en Science Politique (Université Montpellier I, 21

décembre). Jury : Pr. Philippe BRAUD (Paris I), Pr. Daniel GAXIE (Paris I), M. Luc ROUBAN (CNRS - CEVIPOF), Pr. Laurence WEIL (Montpellier I), Pr. Michel MIAILLE (Montpellier I, dir.)

✓ « L'apparition d'une mise en jeu de la responsabilité pénale des préfets : un effet des mutations du pouvoir », intervention au X^e colloque international de la revue *Politiques et Management Public*, sur le thème des « Nouvelles exigences de la responsabilité publique », Paris, 9 et 10 mars

1999

✓ « Cala d'Orzu, et maintenant... », participation à l'émission *Territoire* sur les pouvoirs des préfets aujourd'hui, France 3 Corse, 25 juin

✓ « Le préfet est innocent », *Libération*, 8 juin

1994

✓ « Les préfets à l'épreuve de la Cinquième République », communication au colloque *Changement et Droit*, Société Française pour la Philosophie et la Théorie Politiques et Juridiques (Paris X), CERTE, Montpellier, 7-8 octobre

✓ « Guerre du Golfe : la *logique* de l'opinion », revue *Histoire et Défense*, CNRS URA 1019

1991

✓ *Le Conseil général de l'Hérault sous le Second Empire - 1852-1870*, mémoire de DEA de Science Politique sous la direction du Pr. Dominique Damamme, octobre

Formation : une double compétence en droit et science politique

Faculté de Droit - Université Montpellier I

✓ **Doctorat en Science Politique (Mention très honorable avec les félicitations du jury, 21 décembre 2000)**

✓ Diplôme d'Études Approfondies (DEA) d'Études Politiques : l'État contemporain (mention AB, major de la promotion 1991)

✓ Maîtrise en Droit Public (1990)

✓ Licence en Droit (1989)

Centres d'intérêt et activités diverses : pour se distraire, se former et s'informer

✓ Chargé de la maintenance, logicielle et matérielle, du réseau informatique administratif (Novell Netware) du collège *Le Ribéral*, à Saint-Estève (66), 2000-2001

✓ Secrétaire puis président de l'Association des Allocataires-Moniteurs de l'Académie de Montpellier, 1991-1994

✓ Participation aux séances de la section régionale Languedoc-Roussillon de l'Institut Français des Sciences Administratives, sous la direction du Pr. Olivier Dugrip

✓ Surveillant d'externat au collège Les Deux Pins à Frontignan (34) de 1989 à 1991.

✓ Une passion particulière pour l'informatique sous (presque) toutes ses formes, depuis le travail sur des logiciels comme Access, Excel ou Word jusqu'aux différentes formes d'utilisation de l'Internet (Web, courrier électronique, ftp, groupes de discussion, etc.), en passant par la programmation sous différents environnements (Delphi, VBA, C++, HTML, Java...)

✓ Un goût prononcé pour la littérature, l'histoire, la musique et le cinéma, les sciences de la nature et de la vie, les jeux de réflexion (échecs, scrabble)